

# Reconnaissance de notre agriculture et notre alimentation comme intérêt général majeur

Dossier de la rédaction de H2o  
February 2024

À

Le président de la République a pris cinq engagements lors du Salon de l'agriculture, pour calmer la colère des agriculteurs. Il a ainsi annoncé un "plan de trésorerie d'urgence" pour soulager les agriculteurs, avec des réunions immédiates. Il a ensuite annoncé l'objectif "qu'on puisse déboucher" sur "des prix plafonds qui permettront de protéger le revenu agricole", dans le cadre de la préparation d'une nouvelle loi encadrant les relations entre les acteurs de l'alimentation. Le gouvernement veut une nouvelle loi EGALIM d'ici l'Automne. M. Emmanuel Macron s'est en outre engagé à "reconnaitre notre agriculture et notre alimentation comme un intérêt général majeur de la nation française". Cela "se inscrit dans la loi, ce qui permettra de protéger notre agriculture de manière ferme et solide" a-t-il précisé. Dans ses efforts pour calmer la colère des agriculteurs, le gouvernement avait expliqué avoir puisé des idées dans la proposition de loi portée par le sénateur (LR) de la Haute-Loire Laurent Duplomb, qui prévoit notamment de déclarer "d'intérêt général majeur" les réserves artificielles d'eau pour l'irrigation, afin de faciliter leur construction. Le président a par ailleurs proposé de vouloir éviter qu'un pesticide soit interdit en France avant le reste de l'Union européenne, pour éviter les distorsions de concurrence. Pour cela, il veut que l'agence française sanitaire ANSES, qui est indépendante, reste calée sur le calendrier européen et donc ne décrète pas d'interdiction en France de produit qui resterait autorisé chez les voisins, comme cela a été le cas pour plusieurs pesticides ces dernières années (dont l'herbicide S-méthachlore). Pour rappel néanmoins, les interdictions de l'ANSES sont généralement motivées par des arguments de protection de la santé humaine et de l'environnement. Le chef de l'État a aussi affirmé vouloir regarder la possibilité de "rouvrir au niveau européen" des molécules interdites, sans expliciter ce qu'il voulait dire. Parmi de multiples engagements gouvernementaux sur la simplification des normes et l'assouplissement des contrôles, il a aussi dit aux agriculteurs qu'il voulait étendre le "droit à l'erreur" au monde agricole.